Parcours de demandeurs d'asile : diffraction spatiale et traumatisme

Baligand Pascale

ATER au Centre d'études en psychopathologie et psychanalyse, UFR d'Études
psychanalytiques, Université Paris 7

Résumé :

Cet article explore les liens entre espace et subjectivité à partir de plusieurs parcours de demandeurs d'asile. Ces parcours peuvent être considérés comme des parcours de vulnérabilité car ils sont marqués par la concomitance d'une désorientation psychique et d'un morcellement des espaces. Ils seront analysés selon trois temps qui mettent en jeu cette vulnérabilité qui façonne les rapports à l'espace de la ville : celui de la montée des périls dans le pays d'origine, celui de la migration et celui de l'arrivée dans le pays d'accueil et de l'attente de l'attribution du statut de réfugié.

Abstract :

This article explores the relationship between space and subjectivity on the basis of several interviews of asylum seekers. Throughout these interviews, we noticed the coincidence between a psychic disorientation and a fragmentation of space. This coincidence will be analyzed following the three steps in the routes of asylum seekers: the growing danger of war in the country of origin, the migration itself, and the arrival in the country of refuge and the waiting for the award of refugee status.

La condition des demandeurs d'asile dans la ville met en jeu un aspect spécifique de l'articulation implicite entre espace et subjectivité. Pour reprendre les termes de Daniel Bertaux (Bertaux, 1997), la demande d'asile constitue une « communauté de situation », que l'on peut entendre comme une communauté de vulnérabilité. Elle fait suite à une rupture violente marquée par l'attaque de la garantie symbolique de l'existence d'un espace inviolable, garantie dont nous tenterons de montrer qu'elle est nécessaire à la construction subjective autant qu'à la possibilité d'une vie libre en société. Si l'asile est au sens étymologique un lieu que l'on ne peut pas s'approprier (Franguiadakis, Jaillardon, Belkis, 2004), les demandeurs d'asile sont des personnes pour qui la garantie symbolique d'un tel lieu a été mise en cause et qui se trouvent en situation d'attendre que cette garantie soit rétablie par l'obtention du statut de réfugié. Or, cette mise en cause se révèle être au cœur d'une modification des usages des espaces habituels de vie. La ville se morcelle au gré des attaques identitaires et physiques et les rapports à l'espace vont progressivement être remaniés dans le sens d'une politique subjective de survie et d'une tentative de symbolisation des effets

traumatiques des attaques subies. La vulnérabilité devient un paramètre des manières d'habiter, les trajectoires et les subjectivités se diffractent en une multiplicité d'espaces et de parcours éclatés. Après avoir présenté notre méthodologie, nous proposerons une lecture de ces parcours de vulnérabilité de demandeurs d'asile, compris comme autant d'« itinéraires épistémologiques » (Sayad, 1997) permettant de penser les liens entre espace et subjectivité en suivant les trois grands temps de ces parcours : la montée des périls dans le pays d'origine, la migration proprement dite, et la situation de demande d'asile en France.

Aspects méthodologiques

Nous nous appuyerons ici sur six entretiens¹, choisis parce qu'ils mettent particulièrement en relief certains aspects cliniques qui nous semblent spécifiques des parcours des demandeurs d'asile. Ces entretiens ont initialement eu lieu dans le cadre d'une enquête qualitative de sociologie urbaine réalisée pour un Master recherche de sociologie (Baligand, 2007). L'enquête en question supposait que l'appartenance à la « communauté de situation » de demandeur d'asile impliquait certaines particularités dans les rapports à l'espace, que ce soit au plan des usages ou des représentations. Les entretiens ont été réalisés auprès de demandeurs d'asile issus de différents pays et que nous avons rencontrés notamment par le biais de deux associations leur fournissant une aide juridique ou sociale alors que leur procédure de demande d'asile était en cours : le Service œcuménique d'entraide (Cimade) et le Comité d'Aide aux réfugiés (CAAR). Plus précisément, la Cimade propose à Paris des permanences hebdomadaires au cours desquelles toute personne qui le souhaite peut se présenter et demander conseil concernant les démarches administratives à effectuer demander asile et accéder à certains droits afférents. Les personnes accueillant les demandeurs d'asile leur proposaient alors de participer aux entretiens qui ont eu lieu sur place. Le CAAR est une association dont le rôle est à la fois d'aide juridique et sociale, puisque cette association propose des hébergements en centre d'accueil pour les demandeurs d'asile (CADA) sous forme d'appartements individuels. Les entretiens avec les demandeurs d'asile rencontrés dans ce cadre ont eu lieu à domicile, donnant ainsi accès à une population moins précarisée que celle rencontrée à la Cimade, qui était en partie composée de personnes logeant dans des foyers d'hébergement au mois ou à la semaine, ou ayant recours au Samu social. Malgré ces différences dans les conditions de réalisation des entretiens, ainsi que dans les conditions de vie des demandeurs d'asile rencontrés, quelques traits communs nous ont semblé apparaître, qui ont permis dans un deuxième temps que ces entretiens soient convoqués dans le cadre d'une recherche en psychanalyse sur la notion de chez-soi. Ces entretiens ont en effet fait apparaître des éléments cliniques et une souffrance psychique induites par la situation de demande d'asile et faisant suite aux violences subies avant la migration forcée, qui témoignaient de la nécessité subjective de la possibilité d'accéder à un espace à soi. Ils nous ont également permis de penser ce que la question de l'espace pouvait mettre en jeu dans la relation transférentielle.

La montée des périls dans le pays d'origine : les attaques de l'intime

¹ Pour conserver l'anonymat des personnes qui ont accepté de témoigner de leur parcours, nous les désignerons par une initiale, qui peut être celle de leur nom ou celle de leur pays d'origine. Nous mentionnerons les éléments factuels de leur parcours de manière restreinte, toujours dans le souci de respecter leur anonymat.

Comme le rappelle Michel Agier (Agier, 2002), l'exil en tant de guerre survient comme prolongement des violences et des peurs qui l'ont provoqué, et il semble pertinent de considérer le parcours des exilés selon trois temps, le premier inaugurant une « vie errante » parfois amenée à se prolonger indéfiniment. Ce premier temps peut commencer brutalement ou survenir de manière insidieuse comme resserrement d'un étau et accentuation progressive des persécutions et des violences. Dans tous les cas, il est marqué par une attaque de l'intime visant à pousser les personnes dans leurs derniers retranchements spatiaux, corporels et psychiques, et à mettre en cause ce qui fait le fondement même de leur humanité.

Ces attaques de l'intimité passent par une attaque des espaces qui l'abritent habituellement et des ancrages quotidiens. Ainsi, le domicile familial en tant qu'espace fondateur ou espace de référence (Bonvalet, Gotman, Grafmeyer, 1999) n'est plus accessible. Le quartier, et parfois la ville toute entière, marqués par une conflictualité ethnique ou politique deviennent des espaces hostiles. Bien souvent, les demandeurs d'asile rapportent un moment où leur position dans un conflit politique prend une dimension qui les dépasse et vient infiltrer leur vie quotidienne dans le sens d'un morcellement des espaces qui se désintègrent sous l'effet des tensions politiques. Michel Agier souligne bien ce type de fonctionnement dans ce qu'il nomme les « guerres sales » (Agier, 2002) :

« La violence s'étend dans la société, et les déplacements forcés de la population civile se multiplient pour des causes apparemment étrangères à la guerre : chassés des quartiers sous contrôle milicien, ces déplacés-là s'ajoutent à ceux qui ont fui face aux guérillas et aux paramilitaires, et se confondent avec eux. Les guerres sales ont introduit une nouveauté dans la vie des victimes : pour les unes ne pas savoir pourquoi, pour quelles idées, ni éventuellement par qui elles sont tuées ; pour les autres, ne pas savoir pourquoi, pour quelle faute, elles doivent fuir leur région précipitamment ». (Agier, 2002)

La famille S. rapporte ainsi le lien de plus en plus étroit qui les a unis au mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). L'usine où il était employé ayant été détruite par les forces indiennes de maintien de la paix, Monsieur S. a commencé à travailler pour les LTTE. Il refuse cependant de prendre les armes pour eux, mais sa fille commence à rejoindre le mouvement avec d'autres adolescents, suite à ce que ses parents nomment au cours de l'entretien un « lavage de cerveau ». Ce moment est décrit par Monsieur et Madame S. comme décisif dans leur choix de quitter le pays car il semble obérer toute possibilité d'un futur pacifié. Monsieur C. explique quant à lui qu'un mouvement étudiant camerounais auquel il participait a été récupéré par le pouvoir et qu'il s'est trouvé menacé à partir de ce moment-là. Pour d'autres, des revendications visant à améliorer le quotidien se trouvent progressivement au cœur d'un conflit politique de plus en plus marqué : ainsi, une protestation contre l'augmentation du prix de l'électricité donne lieu à l'arrestation et à la torture de Monsieur G. à plusieurs reprises. La menace vitale se fait de plus en plus claire, le péril faisant irruption dans la vie quotidienne, dans une alternance entre moments d'emprisonnement et de torture et intervalles de liberté.

Dans ce contexte, les espaces habitables se réduisent et se désarticulent. Ce qui faisait foyer, ancrage, réseau articulés d'espaces quotidiens se morcelle au profit d'une vie clandestine, dispersée, clivée. Pour être protecteurs, les espaces ne doivent plus être reliés les uns aux autres et ils ne peuvent garantir la continuité d'existence qu'ils supportent habituellement qu'au prix d'une désarticulation. Ainsi, Monsieur J. raconte comment le domicile familial est resté désert pendant plusieurs mois suite à une descente de l'armée qui a tué son frère et sa sœur alors que lui-même s'était enfui dans un pays frontalier à cette époque. À son retour, alors qu'il prend part à un mouvement visant à renverser le régime en

place, il habite un studio aménagé à proximité du domicile familial, tandis qu'une partie de sa famille vit en France et une autre au Bénin. À une autre période, il ne vient plus que la nuit dans sa maison lorsque cela est nécessaire, tandis qu'il est hébergé dans un autre quartier de la ville. Il raconte également comment il a tout d'abord été se réfugier chez des amis avant de passer la frontière pour se protéger, avec des moments d'aller-retour entre son pays d'origine et son pays refuge. La famille S. raconte également qu'avant de quitter le pays définitivement, elle a tout d'abord tenté de changer de région et de rejoindre la capitale. Monsieur C. est pour sa part parti rejoindre sa mère dans une zone rurale du Cameroun. On peut finalement considérer deux logiques à l'œuvre dans ce premier temps du parcours de vulnérabilité des demandeurs d'asile : d'une part des mobilités successives, de plus en plus éloignées d'un point d'origine, et d'autre part une fragmentation des espaces dans l'espoir de dissocier la sphère privée des questions politiques. Ces deux logiques peuvent coexister et se succéder dans le temps. Elles ne suffisent cependant généralement pas à garantir ou à rétablir la sécurité des personnes menacées et de leur famille devant la montée des persécutions.

L'étau se resserre alors et les attaques du chez-soi comme lieu de support des identités (Bernard, 1998) et de l'intégrité de la personne sont évoquées sur le mode d'une attaque traumatique de l'intimité. Les récits se font souvent ici plus elliptiques mais aussi plus bruts et concis, et l'on peut repérer à mots couverts les traces d'expériences traumatiques. Il n'est d'ailleurs plus vraiment question de récit au sens strict du terme, bien souvent la tonalité avec laquelle ces éléments sont rapportés est désaffectée et très factuelle. Monsieur F. raconte avoir été battu, brûlé. Monsieur J. parvient à décrire son arrestation et les violences subies de manière un peu plus décalée par rapport à la brutalité des faits en disant qu'il a été « ballotté », « humilié ». Les moments de descentes violentes au domicile sont régulièrement évoqués sur le même plan que les moments de torture. Finalement, à travers le logement, c'est l'espace du corps et de la subjectivité qui est menacé, ainsi que les liens aux proches. Monsieur A. s'insurge : « Je ne peux pas accepter que le policier vienne attaquer mon père dans ma maison » quand Monsieur C. décrit l'intrusion de la police dans son logement : « En arrivant, [...] j'ai trouvé que ma chambre, la porte était cassée, et puis le lit était effondré, tout était épars, partout, là, comme ça ». On peut comprendre ce premier geste d'attaque des espaces comme une manière pour les persécuteurs de produire une première vulnérabilité, d'inscrire dans l'espace l'arbitraire qui régit désormais les rapports sociaux. Michel Agier montre combien ce premier geste est décisif :

« [...] il y a un geste initial qu'il est important de saisir et de retenir : celui qui consiste à souiller les victimes, à les rendre non seulement moins vivantes (blessées ou mortes) mais aussi moins humaines » (Agier, 2002).

C'est cet arbitraire qui engendre une vulnérabilité initiale, que l'on retrouve tout au long du parcours des demandeurs d'asile, et qui disloque les espaces car la menace ne peut pas être localisée et anticipée. Monsieur J. nous dit « On pouvait tuer n'importe quel [membre de mon ethnie] » et Monsieur S. que là où était leur maison, il n'y a plus que de la terre désormais, puisqu'elle a été détruite par l'armée. Les demandeurs d'asile doivent se couper de leur domicile de la même manière qu'il est nécessaire à certains de dissocier leur corps et leur psychisme pour pouvoir supporter les attaques qu'ils subissent. Sandor Ferenczi a bien montré qu'un des vécus caractéristiques à l'œuvre dans le traumatisme était le sentiment d'être « hors de soi » (Ferenczi, 1930), marque du fait que « le moi abandonne entièrement ou partiellement le corps » (Ferenczi, 1930). Comme en écho à la fragmentation des espaces de vie, le psychisme se fragmente lui aussi pour supporter les violences auxquelles les persécutions donnent lieu. Madame I. raconte par exemple comment elle est partie en courant, sans réfléchir lorsqu'elle est rentrée à son domicile alors qu'une descente de police avait eu

lieu. La portée traumatique d'un événement réside aussi dans cette impréparation de celui qui doit subir les violences, il constitue un moment de rupture au cours duquel la confiance établie dans l'environnement est rompue (Ferenczi, 1932). Ainsi, en plus des attaques effectives contre les espaces habituels et de vie et des usages et stratégies mis en place pour leur protection, les demandeurs d'asile ont été confrontés à une menace qui est venue bouleverser les repères symboliques qui soutenaient leur quotidien :

« Le plus facile à détruire en nous, c'est la conscience, la cohésion des formations psychiques en une entité : c'est ainsi que naît la *désorientation* psychique. » (Ferenczi, 1932)

La dissociation que les demandeurs d'asile rencontrés ont pu connaître à ce moment-là inaugure l'état d'errance dont parle Michel Agier, cette errance que Fernand Deligny a définie comme le mouvement d'un mobile qui n'a plus de propulseur (Deligny, 2007). Alors que les violences produisent de la désorientation psychique, l'espace devient lui-même chaotique. Cette errance va se poursuivre avec la migration proprement dite, qui peut être le cadre de véritables vécus de dépersonnalisation.

La migration proprement dite : la traversée de moments de dépersonnalisation dans des espaces aux frontières des villes

La dépersonnalisation est au sens clinique un vécu que le sujet éprouve lorsqu'il n'est plus en mesure de définir les limites de son corps ou de son psychisme, et qu'il ressent vis-à-vis de lui-même un sentiment d'étrangeté. Alors que les violences subies et la nécessité de rompre avec des ancrages habituels instaurent un flottement dans le parcours des demandeurs d'asile et dans leurs appartenances spatiales et identitaires, certains demandeurs d'asile expriment que le moment de la migration peut renforcer ce flou. Certains témoignent même de vécus de dépersonnalisation, notamment dans des espaces que l'on pourrait qualifier de sas, où ils ont été amenés à payer un passeur, à attendre un embarquement, à changer d'identité ou à devoir en répondre. A ce titre, les espaces urbains situés aux frontières des villes ont un statut particulier dans le parcours des demandeurs d'asile. C'est le cas en particulier des aéroports ou des zones portuaires, qui peuvent devenir des entre-deux périlleux et ne sont plus de simples lieux de transit. Monsieur J., qui a échangé ses papiers avec ceux de son frère vivant en France, a été arrêté à l'aéroport, tandis que son frère n'a pas pu quitter le pays et y était toujours au moment de l'entretien :

« Donc j'étais venu avec des papiers qui n'étaient pas...je suis arrivé à l'aéroport Roissy, je me suis rendu aux autorités, donc ils m'ont arrêté et puis je suis resté deux jours là-bas, ils ont étudié ma situation et ils m'ont donné un sauf-conduit, donc c'est un visa qui m'a permis d'entrer sur le territoire français pour déposer une demande d'asile politique. [...] Mon frère avait payé son billet aller-retour, c'était son billet de retour et ses papiers qui m'ont permis de m'échapper parce que je pouvais pas partir avec mon passeport [...] Il veut plus perdre un membre de sa famille [...] Donc il a préféré échanger sa situation, me laisser partir. »

Ce qui devait être un échange de papiers est finalement devenu un échange de places dont Monsieur J. est très affecté. Il a entamé des études de droit dans l'espoir de devenir avocat, comme son frère, mais également afin de pouvoir améliorer le sort des demandeurs d'asile. Il a été confronté à de multiples difficultés pour pouvoir s'inscrire à l'université, tout espace institutionnel devenant d'un accès compliqué en raison de l'incertitude de son statut. Ses différentes démarches peuvent être comprises comme autant de tentatives pour reconquérir son identité et pour tenter d'en inscrire quelque chose au sein d'une société d'accueil.

Les vécus de dépersonnalisation sont à comprendre dans la suite d'un parcours de vulnérabilité inauguré avec les premières violences, et qui poussent les demandeurs d'asile hors des lois qui régissent habituellement le fonctionnement de la société et qui leur garantissaient une place sociale et des supports identificatoires. Michel Agier souligne bien que les demandeurs d'asile se trouvent dans un « hors du monde » (Agier, 2002) en faisant l'expérience d'être indésirables dans leur pays d'origine, sans pour autant être les bienvenus dans le pays qui serait susceptible de les accueillir :

« [...] les déplacés et les réfugiés se trouvent pour un temps mis hors du *nomos*, hors de la loi ordinaire des humains. Leur existence se fonde sur la perte d'un lieu, auquel étaient attachés des attributs d'identité, de relation et de mémoire, et sur l'absence d'une nouvelle place sociale » (Agier, 2002).

Monsieur J. exprime bien ce paradoxe, à comprendre également en tant que produit d'enjeux diplomatiques internationaux (Noiriel, 2006) :

« [...] si le régime est renversé et que le pays... le calme est revenu dans le pays, il n'y a plus d'exactions, il n'y plus d'assassinats, si on me refuse l'asile politique, ben pourquoi pas, je pourrai partir puisque là-bas je vivais mieux que la galère [de] maintenant. Je vois pas ce que ça m'apporte aujourd'hui le fait de vivre ici, je souffre beaucoup plus qu'en Afrique. Mais en même temps, je peux pas parce que la France soutient les dictateurs qui sont là-bas et refuse d'accorder l'asile à ceux qui fuient ce genre de régimes ».

Au cours de l'entretien, il fait part à un moment de son épuisement face à ce paradoxe, dont il pense qu'il ne sera résolu que par la mort et le retour de ses cendres en Afrique : « le problème [sera] réglé une fois pour toutes ». Dans le contexte d'une perte violente des ancrages de référence qui se prolonge par un entre-deux institué par l'attente de l'issue de l'examen de leur dossier, les demandeurs d'asile se trouvent devant une nécessité contradictoire. Celle de reconstruire une subjectivité sans avoir la garantie d'un espace pour le faire. Dès lors, l'espace urbain supposé les accueillir va être marqué par un morcellement qui répète en partie celui expérimenté avant la migration.

La demande d'asile en France : l'espace urbain pris dans une tension entre répétition et symbolisation du traumatisme

L'espace urbain auquel les demandeurs d'asile ont accès est un espace discontinu, régi par l'attente et par une temporalité chaotique, dans un contexte de limitation des espaces accessibles. Les rapports à l'espace des demandeurs d'asile sont bien souvent marqués par une errance généralisée. Rares sont ceux pour qui l'arrivée en France signifie l'accès à un logement de longue durée, notamment en raison du contexte matériel que suppose le statut de demandeur d'asile qui interdit l'accès à un emploi. Bien souvent, ils sont hébergés, dans des foyers, chez des membres de leur famille, parfois aussi chez des personnes rencontrées au hasard de leur vie errante. Ainsi, Monsieur G. n'a pas d'endroit fixe où dormir. La personne qui l'accompagne pour traduire ses propos rapporte :

« Il dit que des fois, il rencontre des gens, il part avec eux, il peut rester là-bas au moins deux ou trois jours, après il va chercher quelque part encore, il peut pas rester là-bas tout le temps [...] Il a vécu dans six foyers différents [...] Maximum il reste un mois ».

Outre la multiplicité des logements occupés, c'est aussi la durée de séjour qui varie allant de la nuit passée au Samu social ou dans la rue, à un mois dans un foyer d'accueil d'urgence, en passant par quelques jours ou plusieurs mois chez quelqu'un. La situation des personnes bénéficiant d'un hébergement en centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) est moins précaire. Elles sont généralement moins exposées à l'éclatement des espaces caractéristiques de la vie errante de certains demandeurs d'asile et qui doivent quitter tel foyer ou tel hébergement le matin pour errer dans la rue pendant la journée ou, comme Monsieur J., passer le plus de temps possible à la bibliothèque et s'affamer pour éviter les reproches que lui fait sa famille sur le coût qu'il représente pour elle. Malgré cela, le statut d'hôte ou d'hébergé ayant rompu avec ses ancrages habituels semble toujours placer les demandeurs d'asile dans une situation d'errance relative, y compris même au sein de leur logement lorsqu'ils peuvent en avoir un, ou du CADA lorsqu'ils en bénéficient.

Un territoire circulaire d'un genre particulier (Tarrius, 1997) se dessine alors progressivement dans le parcours des demandeurs d'asile, bordé par les espaces aux frontières des villes et dont les repères sont les espaces administratifs et associatifs liés à la procédure de demande d'asile, les espaces transitoires qui abritent une intimité dispersée, mais aussi les espaces du pays d'origine, désormais barrés mais toujours présents dans le discours des demandeurs d'asile. Si Alain Tarrius utilise ce concept pour mettre en évidence les réseaux spatiaux et sociaux que les personnes peuvent créer indépendamment des frontières nationales, il semble que les demandeurs d'asile soient aux prises avec un territoire circulaire en négatif, marqué par la vulnérabilité des repères qui pourraient le jalonner. Les acteurs associatifs ont un rôle important pour lutter contre cette vulnérabilité, « non seulement dans l'accessibilité au droit d'asile, mais également dans la protection même de ce droit » (Frangiadakis, Jaillardon, Belkis, 2004). La Cimade et le CAAR, notamment par l'accompagnement juridique qu'elles proposent, en sont de bons exemples. Les associations garantissent de plus fréquemment une domiciliation, leur adresse devenant pour les demandeurs d'asile l'élément le plus permanent dans un espace morcelé. Cependant, la vulnérabilité de ces usagers particuliers pose des problèmes pour les acteurs associatifs et les travailleurs sociaux, en raison de l'incertitude de l'issue de la procédure et de la temporalité ambiguë qu'elle génère (Frigoli, Jannot, 2004). Leur action se trouve ainsi limitée et peut difficilement s'inscrire dans le temps. Le pays d'origine devient quant à lui l'objet d'un deuil impossible, autrement dit un objet mélancolique au sens où Sigmund Freud le définit (Freud, 1915). Il acquiert un statut d'extra-territorialité. Le sujet en expérimente la perte mais il ne parvient pas à couper véritablement un lien biaisé par les violences subies et finit par s'identifier à lui dans une logique mortifère. C'est aussi dans ce sens que l'on peut entendre les paroles de Monsieur J. pour qui la seule issue de son attachement désormais impossible à son pays est d'y retourner dans la mort. Enfin, les espaces de la vie quotidienne sont éparpillés et discontinus, et traduisent pour les demandeurs d'asile une forme de dépossession d'eux-mêmes qui vient répéter le sentiment d'être hors de soi inauguré par les vécus traumatiques.

On peut même considérer que les usages des espaces mis en place par les demandeurs d'asile sont imprégnés par ces vécus traumatiques et que l'espace de la ville devient le cadre d'une répétition du trauma. La répétition, notamment présente dans les rêves d'événements choquants qui reviennent toujours à l'identique, a été comprise par Freud sur la base de l'expérience clinique des névroses de guerre comme tentative pour symboliser le traumatisme (Freud, 1920). Le traumatisme entendu comme choc excédant les capacités psychiques du sujet et moment de rupture du pare-excitation qui le protège habituellement de l'extérieur est en effet un événement que le sujet ne parvient pas à inscrire dans son histoire et dans son psychisme. C'est un événement qui désintègre l'appareil psychique qui devrait le contenir. Le

sujet, pour rétablir le pare-excitation effracté et pouvoir inscrire et penser l'événement, se trouve en situation de revivre cet événement, jusqu'à pouvoir éprouver l'angoisse qui aurait dû faire office de signal du danger à venir (Freud, 1926 ; Freud, 1933). Aussi longtemps que ce rétablissement échoue, les reviviscences et rêves traumatiques perdurent et le sujet se trouve dans une posture de vigilance accentuée, espérant parer aux dangers et aux imprévus. Or, certains usages des espaces de la ville par les demandeurs d'asile sont marqués par cette hypervigilance. Le terme d'errance, qui qualifie bien certains aspects des parcours de demandeurs d'asile, désarrimés d'espaces d'appartenance, semble moins bien convenir pour rendre compte de cet autre aspect. Plutôt qu'une errance sans but, il est question ici d'une urgence à trouver un repli, d'une compulsion à répéter dans l'espace la destruction du moindre abri pour tenter de retrouver quelque chose qui pourrait en faire office. Les lieux de la ville que les passants traversent quotidiennement sans encombre sont pour eux toujours susceptibles de voir surgir l'arbitraire et certains espaces sont privilégiés parce qu'ils permettent de rétablir une invisibilité protectrice ou parce qu'ils vont à un moment donné permettre une forme de symbolisation du traumatisme. Ainsi, Monsieur J. redoute les transports en commun mais trouve refuge à la bibliothèque où il peut rester de longues heures sans qu'on vienne lui demander des comptes. La fille de Monsieur et Madame S. a été à plusieurs reprises en consultation à l'hôpital pour des maux de tête dont le soin a permis que quelque chose de la souffrance familiale soit pris en considération. C'est aussi parce qu'un interlocuteur peut y être trouvé qu'un espace va devenir un lieu de protection. Nous terminerons d'ailleurs en citant le cas de Janine Altounian qui évoque à propos du génocide arménien auquel sa famille s'est trouvée confrontée le lien entre la possibilité qu'un lieu puisse valoir comme lieu d'asile et la possibilité d'y trouver une langue d'accueil pour exprimer les traumatismes restés non symbolisés (Altounian, 2005). Cette évocation est rétrospective puisque sa famille a été accueillie au titre de l'asile politique, mais elle éclaire sur ce qui fait vulnérabilité au cœur de la condition des demandeurs d'asile et sur les conditions de possibilité d'un nouvel ancrage.

Conclusion

La condition des demandeurs d'asile interroge donc une modalité particulière de la vulnérabilité dans la ville et est porteuse d'usages des espaces qui résultent de cette vulnérabilité. Les demandeurs d'asile font l'expérience non seulement d'une marginalité et d'une précarité sociales importantes, mais ils expérimentent une extra-territorialité symboliquement instituée. Leurs parcours, qu'inaugurent les persécutions dans leur pays d'origine, est celui d'une errance face à une perte qui prend souvent des allures mélancoliques, et d'une urgence qui empêche que de nouveaux ancrages soient envisageables. Dès lors, la ville prend pour eux une forme morcelée, où leur parcours se diffracte (Yahyaoui, 1999) au gré des obstacles qu'ils rencontrent et avec l'impossibilité de rassembler les différents aspects de leur intimité en un même lieu qui ferait office de chez-soi et qui viendrait rétablir leur enveloppe psychique effractée. La ville porte les traces de la rupture subjective que les demandeurs d'asile ont connue et l'enjeu est alors pour eux celui de l'articulation entre les espaces qui ont jalonné leur parcours, pour qu'un nouvel ancrage tant spatial que subjectif soit possible.

Bibliographie

- Agier M., (2002), *Au bord du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- Altounian J., (2005), *L'intraduisible. Deuil, mémoire, transmission*, Paris, Dunod.
- Baligand P., (2007), *Les rapports à l'espace des demandeurs d'asile*, Mémoire de Master recherche de sociologie, sous la direction du Professeur Jean-Yves Authier, Université Lyon II.
- Bernard Y., (1998), « Du logement au chez-soi », in Segaud M., Bonvalet C., Brun J., *Le logement et l'habitat, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Bertaux D., (1997), *Les Récits de vie*, Paris, Nathan Université.
- Bonvalet C., Gotman A. Grafmeyer Y., (1999), *La Famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, Paris, INED, Travaux et documents.
- Deligny F., (2007), *Œuvres*, Paris, L'Arachnéen.
- Ferenczi S., (1930), « De la construction analytique des mécanismes psychiques », *Le traumatisme*, Paris, Payot et rivages.
- Ferenczi S., (1932), « De la psychologie de la commotion psychique », *Le traumatisme*, Paris, Payot.
- Franguiadakis S., Jaillardon E., Belkis D., (2004), *En quête d'asile. Aide associative et accès aux droits*. Paris, Ed. Lgdj.
- Freud S., (1915), « Deuil et mélancolie », *Métapsychologie*, Paris, Gallimard.
- Freud S., (1920), « Au-delà du principe de plaisir », *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot.
- Freud S. (1926), *Inhibition, symptôme et angoisse*, OCP XVII, Paris, PUF.
- Freud S. (1933), *Nouvelles conférences d'introduction à la psychanalyse*, Paris, Gallimard.
- Frigoli G., Jannot J., (2004), « Travail social et demande d'asile, les enseignements d'une étude sur l'accueil des demandeurs d'asile dans les Alpes-Maritimes », *Revue française des affaires sociales* n°4, pp.223-245.
- Noiriel G., (2006), *Réfugiés et sans-papiers : la République face au droit d'asile (XIXe-XXe)*, Paris, Hachette.
- Sayad A., (1997), *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck.
- Tarrius A., (1997), « Territoires circulatoires des migrants et espaces européens », in Hirschhorn M., Berthelot J.-M., *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris, L'Harmattan.
- Yahyaoui A. (1999), « Migration : la maison diffractée », *Le Divan familial. Revue de thérapie familiale psychanalytique*, 3/Automne 1999, pp.161-170.

Notice bio-bibliographique :

Baligand Pascale

Doctorante en psychologie clinique et Attachée temporaire d'enseignement et de recherche,
Centre d'Études en Psychopathologie et Psychanalyse (CEPP), UFR d'Études
psychanalytiques, Université Paris 7

Thèmes de recherche : Rapports à l'espace et notion de chez-soi dans le champ de la
psychanalyse, demande d'asile, figurabilité et symbolisation.

Publication : Baligand P., « La demande d'asile : l'attente du lieu d'un lien social ? », *Topique*, 2013/1, n°122.

Adresse électronique : pbaligand@hotmail.com